



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 15/12/2025

ZI de Saint-Liguaire
Rue Alfred Nobel
79000 Niort
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRE HOSPITALIER DE NIORT (Blanchisserie)

rue Pierre-Simon DELAPLACE
79000 Niort

Références : 0007202476/2025/388
Code AIOT : 0007202476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement CENTRE HOSPITALIER DE NIORT (Blanchisserie) implanté Rue Pierre Simon De Laplace 79000 Niort. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE HOSPITALIER DE NIORT (Blanchisserie)
- Rue Pierre Simon De Laplace 79000 Niort
- Code AIOT : 0007202476
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

En juin 2000, le Centre hospitalier de Niort a été autorisé à créer la blanchisserie industrielle sur le site rue Pierre Simon Laplace. Elle est régulièrement soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 de la nomenclature ICPE.

Il est à noter que le site intègre un bâtiment dédié aux archives du centre hospitalier, non classé au titre des ICPE. De plus, une unité centrale de préparation des aliments est en cours de construction sur le site. Ce nouveau bâtiment a fait l'objet d'une déclaration ICPE le 13 novembre 2024 au titre des rubriques 2220 et 2221.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejet des eaux résiduaires industrielles dans un ouvrage collectif	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 12.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Eau- action RSDE	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Connaissances des produits- étiquetage	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 10.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.4.4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 54.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la demande de l'inspection, le centre hospitalier de Niort, exploitant de la blanchisserie industrielle, a fait réaliser, par un prestataire externe, une analyse de conformité aux arrêtés applicables à cette installation. L'objectif est d'évaluer les travaux de mise en conformité à prévoir sur le site au regard de la réglementation en vigueur. L'inspection a pu prendre connaissance des résultats d'une partie de ce diagnostic.

Un plan d'actions correctives avec une proposition d'échéancier est attendu, notamment sur le volet eau (obligation de suppression des substances nonylphénols dans les rejets aqueux, fonctionnement du dispositif de rétention des eaux d'extinction) et au niveau de la zone de communication entre le local chaufferie et la zone de production (obligation de porte coupe-feu REI 120).

Dans l'intervalle, l'exploitant doit mettre en place des dispositions temporaires pour assurer la

défense extérieure contre l'incendie du site et effectuer une surveillance renforcée des équipements situés à l'intérieur du local chaufferie.

Cette analyse détaillée permettra de proposer à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 10			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée : Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 6 juin 2000 modifié, qui étaient basées sur le régime de l'autorisation pour la rubrique 2340-1, sont à présent sous le régime de l'enregistrement. L'unité de blanchisserie comprend les installations classées suivantes :			
NUMERO NOMENCLATURE	ACTIVITES	CAPACITE	CLASSEMENT
2340-1	Blanchisserie, laverie de linge	5 t/j en moyenne 8 t/j au maximum	Enregistrement
2910-A2	Installations de combustion <ul style="list-style-type: none">• Chaudière gaz naturel• Groupe électrogène	3.2 MW 0.3 MW Total 3.5 MW	Déclaration

Constats :
Par courrier du 17/01/2025, en réponse à la précédente visite d'inspection, l'exploitant de la blanchisserie a indiqué avoir fait appel à la société Atélise Conseil pour réaliser l'analyse de conformité demandée et préparer un plan d'actions de mise en conformité, avec proposition d'un échéancier.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection d'une modification des volumes d'activité pour chacune des rubriques précitées :

- augmentation de la capacité de linge traité avec un tonnage moyen journalier qui s'élève à 6,5 tonnes/ jour et un tonnage maximum de 9,8 tonnes/jour (rubrique 2340).
- déconnexion du groupe électrogène conduisant à viser uniquement la chaudière pour une puissance thermique de 3,2 MW (rubrique 2910).

L'exploitant a présenté une version provisoire de l'analyse de conformité du site par rapport à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 *[les dispositions applicables aux installations existantes sont précisées à l'article 1]*.

Cette analyse de conformité révèle plusieurs non-conformités sur le site dont :

- le rapport annuel du système électrique Q18 du 30/10/2024 qui indique que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant veille à transmettre le plan des zones à risques à l'intervenant qui réalisera le prochain contrôle du système électrique.

- le débit des deux poteaux incendie doit être connu. Aussi, l'exploitant contacte le service Groupement prévention prévision planification du SDIS 79 (05 49 08 18 24 - secretariat.PREV@sdis79.fr) pour disposer de ces informations.

- la capacité de rétention des produits situés dans le local lessiviel est insuffisante. En effet, il n'y a pas de rétention pour le stockage des fûts de 200 litres d'acide sulfurique.

L'exploitant a également présenté une première analyse de la conformité du site par rapport à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 *[les dispositions applicables aux installations existantes sont précisées à l'article 2]*.

Cette première analyse révèle également plusieurs non-conformités sur le site dont :

- l'absence de porte coupe-feu REI 120 entre le local chaufferie et la zone de production de la blanchisserie (conformément aux dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2000) ;

- la nécessité de réaliser des contrôles de rejets atmosphériques issus de la chaufferie par un organisme agréé.

Enfin, l'exploitant a indiqué que le groupe électrogène n'est plus en service et qu'il allait être retiré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le tableau actualisé du classement ICPE de ses installations et précise s'il souhaite que le site reste soumis aux règles de procédure de l'autorisation ou s'il souhaite passer sous celles de l'enregistrement

Une analyse de conformité point par point est attendue par rapport aux prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3362 du 6 juin 2000,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°5094 du 19 avril 2011,
- l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 *[les dispositions applicables aux installations existantes sont précisées à l'article 1]*,
- l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 *[les dispositions applicables aux installations existantes sont précisées à l'article 2]*.

Un plan détaillé d'actions correctives pour le site est à transmettre à l'inspection avec une proposition adaptée d'échéancier, accompagné de tous les éléments d'appréciation.

Dans l'intervalle, l'exploitant doit mettre en place des dispositions temporaires pour assurer la défense extérieure contre l'incendie du site et effectuer une surveillance renforcée des équipements situés à l'intérieur du local chaufferie.

À la suite de l'analyse des prescriptions applicables, l'inspection proposera à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral permettant la mise à jour du classement ICPE du site ainsi que l'actualisation éventuelle des prescriptions applicables aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejet des eaux résiduaires industrielles dans un ouvrage collectif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 12.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement à la station communale doit faire l'objet d'une autorisation délivrée préalablement par le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement.</p> <p>L'autorisation fixe les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents aqueux qui sont traités ou déversés au réseau. Elle énonce également les obligations de l'exploitant en matière d'autosurveillance des effluents aqueux dont il demande le traitement et les informations communiquées par l'exploitant de la station de traitement sur ses rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour permettre d'élaborer le projet d'arrêté d'autorisation de déversement des rejets dans le réseau de la collectivité, l'exploitant a fait réaliser par la société prestataire Qualyse des analyses sur les rejets aqueux au mois de juin 2025. Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas encore reçu les résultats de ces analyses.</p> <p>En parallèle, l'analyse de l'autosurveillance des rejets aqueux transmise sur la plateforme dédiée GIDAF indique des dépassements pendant l'été 2025 sur les paramètres température, DBO5 et DCO et pH des rejets aqueux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il transmet dès réception les derniers résultats d'analyses des rejets aqueux.</p> <p>L'exploitant transmet la nouvelle autorisation de déversement des rejets aqueux lorsqu'elle sera actée avec la commune. Il veille à ce que les rejets soient conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dépose auprès de la Préfecture des Deux-Sèvres un dossier de demande de modification des prescriptions des actes préfectoraux en vigueur sur le site sur les rejets autorisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Eau-action RSDE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants. »</p> <p>[...]</p> <p>[Pour mémoire :</p> <p><i>Article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 (applicable à compter du 01/01/2018)</i></p> <p>« III. Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.</p> <p>Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.</p> <p>Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution. »]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 17/01/2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser des actions correctives, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse des rejets avec recherche des Nonylphénols, par le prestataire Qualyse, - une recherche de présence d'Ethoxylates de Nonylphénol dans les produits lessiviels, - en fonction de la recherche précitée, la réalisation de l'étude technico-économique pour éliminer les nonylphénols de ses rejets. <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a fait réaliser par la société prestataire précitée des analyses sur les rejets aqueux au mois de juin 2025. Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas encore reçu les résultats de ces analyses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise les actions retenues accompagnées d'un échéancier resserré de mise en œuvre.</p> <p>Cette analyse et ce plan d'actions permettront de compléter le projet d'arrêté complémentaire permettant l'actualisation des prescriptions applicables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N°4 : Connaissances des produits-étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, produits chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.251-53 du Code du travail.
Constats : L'exploitant a indiqué disposer sous forme dématérialisée les fiches de données de sécurité à jour des produits utilisés sur le site. Par courriel du 7 octobre 2025, l'exploitant a transmis ces fiches de données de sécurité sous forme dématérialisée à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cas de produits biocides, en tant qu'utilisateur, l'exploitant justifie que chaque produit utilisé est bien compatible avec l'usage prévu par la fiche de données de sécurité du produit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant,
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'obturation
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est de 300 m ³ . Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Constats : Par courrier du 17/01/2025, l'exploitant s'est engagé à effectuer une signalisation du dispositif de fermeture des deux vannes d'obturation du bassin de rétention des eaux et à mettre en place une procédure de mise en œuvre et de vérification du bon fonctionnement de ce dispositif de fermeture. Lors de la présente visite, un panneau de signalisation "vanne de vidange" sur fond jaune a été mis en place au niveau de la clôture du bassin de rétention des eaux (formulation peu explicite lors d'une intervention des services de secours). L'exploitant a expliqué que les vannes d'obturation ont été commandées mais que leur installation est différée à la réception du modèle adéquat. En cas de déclenchement de la commande automatique de fermeture de ces vannes, la vérification de leur bonne fermeture est à effectuer. Dans le cas contraire, la fermeture manuelle de ces vannes est à réaliser. Ces actions intègrent la procédure d'urgence (par exemple, mode opératoire) du site.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant installe, dès réception, les vannes d'obturation adéquates.</p> <p>Une vérification régulière du fonctionnement du dispositif de fermeture des vannes d'obturation (dont l'exploitant détermine la fréquence dans une procédure) est à effectuer.</p> <p>L'exploitant complète la procédure d'urgence (par exemple, mode opératoire) du site avec les actions à conduire sur les vannes.</p> <p>L'exploitant remplace son panneau « vanne de vidange » par un panneau sur fond rouge avec une mention compréhensible par les services d'incendie et de secours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 54.2
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.</p>
<p>Constats : Selon l'exploitant, et conformément à ses échanges avec l'ARS dans le cadre des conventions d'établissements hospitaliers, la blanchisserie industrielle est à considérer comme un service de l'hôpital et elle ne peut disposer d'un numéro SIRET dédié pour renseigner l'application Track Déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Par conséquent, en complément de l'application de suivi Track Déchets, l'exploitant met en place un registre interne de suivi de ses propres déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois